

Les crédits

du gouvernement et son manque de planification. On ne sait pas ce qui en est ressorti, mais on sent qu'il y a un malaise dans cette industrie et un inconfort face aux agissements du gouvernement ou aux non-agissements du gouvernement.

Il faut aussi être conscient des dangers qui guettent notre économie si jamais c'était l'inertie ou la non-planification ou le manque de clairvoyance qui devait présider au comportement du gouvernement et à ses politiques.

Un précédent dans l'histoire du Canada, une entreprise de très haute technologie, à l'époque—je parle ici du dossier AVRO ARROW au cours des années 1950—a été amenée à cesser ses activités, ce qui a eu pour effet de provoquer un exode très important de milliers d'ingénieurs canadiens vers les États-Unis, donc un exode de cerveaux.

C'est le même phénomène qui, si on s'en tient au laissez faire, guette ainsi l'économie canadienne qui pourrait se voir privée d'ici quelques années d'un nombre très important de gens qualifiés qui pourraient être là pour essayer de redresser la situation.

Aussi, il faut savoir que, pendant qu'au Canada il semble que ce soit la loi du silence qui soit une règle, aux États-Unis le gouvernement Clinton envisage de porter à 20 milliards de dollars, répartis sur les cinq prochaines années, son aide, sa collaboration à la reconversion militaire en industrie civile, alors qu'ici au Canada, on a 150 millions de dollars pour les prochaines années qui seront consacrés aux activités de la défense en terme de recherche et que ces 150 millions diminueront de 10 millions par année à compter de 1996-1997. On voit la différence de vision entre les deux administrations.

Ce qui est le plus agaçant, le plus choquant aussi, c'est de voir que ce ne sont pas les projets qui manquent pour faire en sorte que l'on passe du militaire au civil. Le Bloc québécois avait été très clair là-dessus lors du débat sur l'abolition du contrat des hélicoptères: il ne s'agit pas seulement d'abolir le contrat, il s'agit de savoir comment on va récupérer la situation pour faire en sorte que d'une fabrication plutôt contestable sur le plan militaire, on convertira activités en activités civiles. Ceci aura pour effet de profiter d'emblée à la population et faire en sorte que le savoir-faire et le «know-how» reste au Québec, en l'occurrence, et qu'il serve à des fins civiles et que les budgets demeurent.

Nous disions, dès lors, que de l'abolition du contrat des hélicoptères, il fallait passer à la construction du TGV, fabrication exigeant une technologie complexe, qui aurait permis à nos chercheurs, à nos savants de demeurer chez nous à continuer à se développer, à faire de la recherche cette fois—là sur le plan civil. Ceci aurait permis—et permettrait toujours si on décidait enfin de se lancer—de développer une nouvelle expertise dans un champ d'activité qui a beaucoup d'avenir en Amérique du Nord et qui aurait permis au Québec et au Canada de se tailler une place enviable, et dorénavant l'expertise première en Amérique du Nord aurait été répartie de Québec à Windsor en passant par Trois-Rivières. Non, monsieur le Président, le dossier traîne, on ne sait pas là non plus où on s'en va, on manque encore une fois de vision. Il y a aussi un cas pathétique dont on ne cessera jamais de

parler malgré l'inertie du gouvernement dans le dossier, c'est celui de la MIL Davie de Lauzon qui, fabricant de bateaux militaires surtout pour le compte gouvernement canadien, devant la conjoncture, s'aperçoit qu'elle ne pourra plus profiter des contrats parce qu'il n'y en aura plus dans ce domaine. Elle se batit elle-même un plan de reconversion et est soumise au bon vouloir du gouvernement actuel qui pourrait, s'il le voulait, octroyer la construction du traversier des Îles-de-la-Madeleine à la MIL Davie.

• (1310)

On a encore vu hier que le gouvernement ne sait pas où il en est, il ne sait pas encore s'il va commander la fabrication d'un nouveau traversier où s'il en achètera un à l'étranger. S'il y avait une volonté politique, cela ferait longtemps que ce contrat—là serait octroyé, et la MIL Davie est tout à fait bien installée pour réaliser une telle construction où on ferait d'une pierre deux coups, encore une fois, c'est-à-dire conserver le savoir-faire chez nous, faire de la recherche et du développement, et on convertirait à des fins civiles d'anciennes installations militaires.

J'en arrive maintenant à ma conclusion. Que ressort-il de toute cette situation? Il y a de toute évidence un manque de vision de ce gouvernement et, plus que ça, un manque d'empathie, je dirais, envers la situation qui prévaut chez des centaines de milliers de Canadiens et de Canadiennes, de Québécois et de Québécoises. Ce gouvernement ne sait pas où il va! Il manque non seulement de vision mais de courage politique pour faire en sorte qu'il s'attaque aux vrais problèmes au lieu de s'attaquer aux individus.

Le livre rouge n'est que de la poudre aux yeux, et ce qui m'attriste personnellement et m'inquiète énormément, c'est qu'il s'agit là d'anciennes méthodes qui provoquent aujourd'hui le cynisme que l'on sait dans la population. Les gens sentent et savent qu'au cours des campagnes électorales, on peut dire n'importe quoi et qu'une fois rendu au pouvoir, on peut n'être que la continuité du gouvernement que l'on a dénoncé, de la gestion que l'on a dénoncée, du style de gestion, et que cela ne change rien, ne dérange rien. C'est du cynisme qui est encouragé et c'est cela qui est, encore une fois, en contradiction avec toutes les belles paroles que l'on a pu lire dans le livre rouge.

Comment se fait-il qu'il y ait tant de ressemblances entre les libéraux d'aujourd'hui et les conservateurs d'hier? Et je finirai là-dessus, monsieur le Président, peut-être parce qu'il y a un dénominateur commun: ils sont tous les deux financés par les mêmes personnes, ils s'alimentent tous les deux de la même auge et ils donnent tous les deux les mêmes résultats.

[Traduction]

Mme Dianne Brushett (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, le député parle des jeunes du Québec et de leur vulnérabilité par rapport aux programmes libéraux fédéraux.

Je ne suis pas d'accord. Je respecte énormément les jeunes du Québec. Je crois qu'ils sont aussi intelligents, sinon plus, que les